

**SERVICE REGLEMENTATION DU DOMAINE PUBLIC**

Tél. : 03 87 98 93 55

**ARRETE**

Le Maire de la Ville de Sarreguemines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 et L.2542.1 à L.2542-4

Vu le Code de la Route,

Considérant la nécessité de garantir la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux de raccordement en fibre, rue Molière,

**Arrête**

- Article 1 :** COTTEL RESEAUX et SADE TELECOM procéderont à des travaux de raccordement en fibre au droit de l'immeuble situé 8 rue Molière, **le 29 et le 30 mars 2022.**
- Article 2 :** Durant cette période, la circulation sera perturbée avec rétrécissement de la chaussée au droit du chantier. Le stationnement sera interdit et qualifié de gênant au droit des travaux et la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.
- Article 3 :** Les entreprises COTTEL RESEAUX et SADE TELECOM seront chargées de mettre en place les présignalisations et signalisations réglementaires de chantier au moins 48 h avant la date de l'intervention.
- Article 4 :** Afin d'assurer un recours en cas de litige le demandeur devra justifier de la pose de ces panneaux en envoyant une photo, au moins 48h avant la date de l'intervention, à l'adresse suivante : [police.municipale@mairie-sarreguemines.fr](mailto:police.municipale@mairie-sarreguemines.fr)
- Article 5 :** Les infractions aux dispositions ci-dessus seront sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout véhicule laissé en stationnement en infraction au présent arrêté et dont la présence est de nature à apporter une gêne pour les travaux, pourra être enlevé par les soins de l'Administration aux frais et risques de son propriétaire.
- Article 6 :** Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Sarreguemines, le 24 mars 2022  
Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué

Sébastien JUNG

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.